

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES
FINANCES ET DE LA PROSPECTIVE

BURKINA FASO
Unité - Progrès – Justice

.....
SECRETARIAT GENERAL

.....
DIRECTION GENERALE DES ETUDES
ET DES STATISTIQUES SECTORIELLES

Bulletin statistique trimestriel de l'économie et des finances

1^{er} trimestre 2023

Mai 2023

.....
SECRETARIAT GENERAL

.....
DIRECTION GENERALE DES ETUDES ET
DES STATISTIQUES SECTORIELLES

Bulletin statistique trimestriel de l'économie et des finances

1^{er} trimestre 2023

Mai 2023

Table des matières

TABLE DES MATIERES	4
SIGLES ET ABREVIATIONS	5
LISTE DES TABLEAUX.....	6
LISTE DES GRAPHIQUES	7
AVANT-PROPOS.....	8
I. PILOTAGE DE L'ÉCONOMIE ET DU DÉVELOPPEMENT.....	9
I.1. COMPTES ÉCONOMIQUES DE LA NATION	9
I.2. STATISTIQUES RELATIVES AUX ACTIVITÉS INDUSTRIELLES	10
I.3. NIVEAU GÉNÉRAL DES PRIX.....	12
I.4. BALANCE DES PAIEMENTS	14
I.5. SITUATION MONÉTAIRE	15
I.6. COMMERCE EXTÉRIEUR	18
I.7. TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT	21
I.8. GESTION OPÉRATIONNELLE DE L'ÉCONOMIE ET FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT	22
II. MOBILISATION DES RESSOURCES.....	23
II.1. MOBILISATION DES RESSOURCES INTÉRIEURES.....	23
II.2. ÉMISSIONS DES TITRES PUBLICS	25
II.3. DÉCAISSEMENTS DES APPUIS BUDGÉTAIRES	25
III. GESTION BUDGÉTAIRE, TENUE DES COMPTES PUBLICS, EXERCICE DE LA TUTELLE ET SUPERVISION DES SYSTÈMES FINANCIERS	27
III.1. EXECUTION DES DÉPENSES	27
III.2. GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE	28
III.3. SUIVI DE QUELQUES INDICATEURS DE RÉSULTATS	30
IV. CONTRÔLE, AUDIT ET SAUVEGARDE DES INTÉRÊTS DE L'ÉTAT.....	31
IV.1. CONTRÔLE, AUDIT ET LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LE FAUT ET LA CORRUPTION.....	31
IV.2. PRÉVENTION ET GESTION DU CONTENTIEUX DE L'ÉTAT.....	32

Sigles et abréviations

AID	Autres institutions de Dépôts
AEN	Actifs extérieurs nets
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BD	Base de données
DGB	Direction générale du budget
DGCMF	Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers
DGCOOP	Direction générale de la coopération
DGD	Direction générale des douanes
DGESS	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGI	Direction générale des impôts
DGTCP	Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique
EPE	Établissement public de l'État
FCFA	Franc de la communauté financière africaine
FOB	Free on board (sans frais à bord)
IHPC	Indice harmonisé des prix à la consommation
IHPI	Indice harmonisé de la production industrielle
INSD	Institut national de la statistique et de la démographie
LFI	Loi de finances initiale
LFR	Loi de finances rectificative
MEFP	Ministère de l'économie, des finances et de la prospective
MSMF 2000	Manuel de statistiques monétaires et financières (2000)
PIB	Produit intérieur brut
PIP	Programme d'investissement public
PTA	Plan de travail annuel
SYGADE	Système des gestion et d'analyse de la dette
TOFE	Tableau des opérations financières de l'Etat

Liste des tableaux

Tableau I.1 : Évolution de la valeur ajoutée brute par branche d'activités en volume aux prix de l'année précédente en chaînés et corrigés des variations saisonnières (en milliards FCFA)	9
Tableau I.2 : Indice de la production industrielle (IPI) trimestriel (base 100 en 2015), par branches d'activités	10
Tableau I.3 : Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) par fonction des douze derniers mois (Base 100 en 2014)	12
Tableau I.4 : Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) par fonction (Base 100 en 2014)	13
Tableau I.5 : Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) trimestriel selon les nomenclatures secondaires (Base 100: année 2014).....	13
Tableau I.6: Évolution trimestrielle de la balance des paiements en termes de règlements (Soldes en milliards FCFA)	14
Tableau I.7 : Situation trimestrielle de la Banque centrale selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA).....	15
Tableau I.8 : Situation trimestrielle des Autres Institutions de Dépôts (AID) selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA)	16
Tableau I.9 : Situation trimestrielle des créances nettes sur l'Administration centrale selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA)	16
Tableau I.10 : Évolution trimestrielle des agrégats de monnaie selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA) ...	17
Tableau I.11 : Évolution trimestrielle des créances sur l'économie selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA)	17
Tableau I.12 : Évolution trimestrielle des principaux produits exportés : valeur FOB (en milliards FCFA).....	18
Tableau I.13 : Évolution trimestrielle des exportations par pays de destination : valeur FOB (milliards FCFA)	19
Tableau I.14 : Évolution trimestrielle des importations des principaux produits mis à la consommation (en milliards FCFA)	19
Tableau I.15 : Évolution trimestrielle des importations de mise à la consommation par pays d'origine (en milliards FCFA)	20
Tableau I.16 : Évolution trimestrielle des opérations de recettes et dons (en milliards FCFA).....	21
Tableau I.17 : Évolution trimestrielle des opérations de dépenses totales et prêts nets (en milliards FCFA)	21
Tableau I.18 : Évolution trimestrielle des soldes caractéristiques et des financements des opérations financières de l'État (en milliards FCFA)	22
Tableau I.19 : Évolution du financement des startup, de l'inclusion financière et de l'exécution du PIP	22
Tableau II.1 : Évolution trimestrielle des recettes ordinaires mobilisées (en milliards FCFA)	23
Tableau II.2 : Évolution trimestrielle des recettes minières (en milliards FCFA)	24
Tableau II.3 : Situation des émissions trimestrielles de titres publics par la DGTCP	25
Tableau II.4 : Situation trimestrielle des décaissements au titre des appuis budgétaires par source de financement (en milliards FCFA)	25
Tableau II.5 : Situation trimestrielle des décaissements au titre des appuis budgétaires par type et par partenaire (en milliards FCFA)	26
Tableau II.6 : Évolution des taux de recouvrement des recettes (en %).....	26
Tableau III.1 : Évolution trimestrielle de la situation des dépenses de l'État, engagées et visées (en milliards FCFA)	27
Tableau III.2 : Évolution trimestrielle de l'encours de la dette extérieure en fin de période (en milliards FCFA)	28
Tableau III.3 : Évolution trimestrielle de l'encours de la dette intérieure en fin de période (en milliards FCFA)	29
Tableau III.4 : Évolution trimestrielle du service de la dette publique par catégorie en milliards FCFA	29
Tableau III.5 : Évolution trimestrielle du service de la dette publique (principal et charges), en milliards FCFA	30
Tableau III.6 : Quelques indicateurs de résultats	30
Tableau IV.1 : Répartition trimestrielle des marchés publics approuvés selon le mode de passation (en nombre).....	31
Tableau IV.2 : Répartition trimestrielle des marchés publics approuvés selon le mode de passation (en milliards FCFA)	31
Tableau IV.3 : Quelques indicateurs relatifs au contrôle et audit	32
Tableau IV.4 : Quelques indicateurs de sauvegarde des intérêts de l'Etat (en %).....	32

Liste des graphiques

Graphique 1 : Contributions à la croissance en volume du PIB par rapport au trimestre précédent, CVS (en points de pourcentage)	9
Graphique 2 : Évolution trimestrielle des exportations, des importations et du solde commercial (en milliards FCFA)	18
Graphique 3 : Évolution trimestrielle des taux de recouvrement par régie de recette	24

Avant-propos

Le Bulletin statistique trimestriel de l'économie et des finances est produit par la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) du Ministère de l'économie, des finances et de la prospective (MEFP). Il est élaboré à partir des informations collectées auprès des structures du MEFP et de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) sur les activités réalisées au cours de chaque trimestre de l'année.

Il contient un ensemble de statistiques essentielles permettant d'apprécier, sur une base trimestrielle, les efforts des structures du ministère dans l'exécution de leurs missions, notamment en matière de production statistique pour les programmes budgétaires opérationnels du département.

L'élaboration du bulletin repose sur la fourniture de données statistiques par domaines, regroupées suivant les quatre (04) programmes budgétaires opérationnels du MEFP :

- pilotage de l'économie et du développement ;
- mobilisation des ressources ;
- gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers ;
- contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'État.

Le présent bulletin statistique est élaboré pour rendre compte des activités réalisées au titre du premier trimestre de l'année 2023. Il sera diffusé sur les sites internet du MEFP (www.finances.gov.bf) et de la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf).

La Directrice Générale des Études
et des Statistiques Sectorielles

Aïssata SANE/CONGO
Chevalier de l'Ordre de l'Étalon

I. Pilotage de l'économie et du développement

Une des missions principales du MEFP est de produire les statistiques nécessaires au pilotage de l'économie et du développement. En plus des données des enquêtes périodiques, des efforts sont faits par le ministère pour la production de statistiques infra-annuelles dont les principales sont présentées dans le présent document. Toutefois, compte tenu de leur calendrier de diffusion, les données sur les comptes nationaux et celles relatives à l'Indice de la production industrielle ne sont pas disponibles au moment de l'élaboration du présent bulletin statistique. L'analyse est faite en tenant compte des dernières informations disponibles.

I.1. Comptes économiques de la Nation¹

Le PIB réel au quatrième trimestre 2022 est en dégradation de 3,30 milliards FCFA par rapport au trimestre précédent. Cette contreperformance est due principalement à la baisse de la valeur ajoutée du secteur tertiaire (-44,00 milliards FCFA).

En comparaison à la même période en 2021, le PIB réel a connu une progression de 53,00 milliards FCFA, liée à la hausse en valeur ajoutée des secteurs tertiaire (+69,80 milliards FCFA) et primaire (+66,80 milliards FCFA). La valeur ajoutée du secteur secondaire ayant enregistré une baisse de 57,10 milliards FCFA.

Tableau I.1 : Évolution de la valeur ajoutée brute par branche d'activités en volume aux prix de l'année précédente en chaînés et corrigés des variations saisonnières (en milliards FCFA)

	T4_2021	T1_2022	T2_2022	T3_2022	T4_2022	T1_2023	Variation (en milliards FCFA) ²	
							Trim	An
Secteur primaire	432,90	468,00	477,10	494,10	499,70	nd	5,60	66,80
Secteur secondaire	653,52	600,50	631,10	573,10	596,40	nd	23,30	-57,10
Secteur tertiaire	1 031,10	1 029,60	1 111,70	1 141,30	1 097,30	nd	-44,00	69,80
Total	2 137,30	2 105,50	2 227,60	2 204,30	2 194,50	nd	-9,80	59,80
Impôts et taxes	278,40	264,70	280,60	257,70	266,80	nd	9,10	-11,50
PIB	2 412,90	2 369,90	2 507,80	2 466,60	2 463,30	nd	-3,30	53,00
Ecart statistique / de chaînage	- 2,70	- 0,20	- 0,40	4,60	2,00	nd	-	-

Source : INSD, comptes nationaux trimestriels 2021-2022

En valeur relative, le PIB réel au quatrième trimestre 2022 a baissé de 0,1% par rapport au trimestre précédent imputable à la baisse du secteur tertiaire (-1,8%).

S'agissant des contributions sectorielles à la croissance du PIB, les secteurs secondaire et primaire ont contribué respectivement à hauteur de 0,94 point et 0,23 point de pourcentage. Par rapport au trimestre précédent, le secteur secondaire a enregistré une amélioration en termes de contribution de 3,26 points de pourcentage.

Graphique 1 : Evolution trimestrielle de la contribution à la croissance en volume du PIB, CVS (en points de pourcentage)



Source : DGESS à partir des données des Comptes nationaux trimestriels de l'INSD

¹ Conformément au calendrier de diffusion, les données des comptes nationaux sont diffusées 90 jours après la fin du trimestre

² Il s'agit de la différence entre le 3^{ème} trimestre et le 2^{ème} trimestre 2022 pour la variation trimestrielle et entre 3^{ème} trimestre 2022 et le 3^{ème} trimestre 2021 pour la variation annuelle

I.2. Statistiques relatives aux activités industrielles³

L'Indice de la production industrielle (IPI) mesure l'évolution de la production en volume des biens et services industriels (biens fabriqués ou transformés et services industriels fournis ou sous traités) des unités industrielles résidentes au Burkina Faso.

La production en volume des industries extractives au quatrième trimestre 2022 est en augmentation de 38,4% par rapport au troisième trimestre 2022, attribuable à l'extraction de minerais métalliques (+42,7%). Quant aux activités de soutien aux industries extractives, elles sont en baisse de 30,6%. En glissement annuel, la production des industries extractives a augmenté en volume de 16,1%.

S'agissant de la production en volume des industries manufacturières, elle a enregistré une hausse de 9,8%, en lien principalement avec l'accroissement de la production dans les branches « Fabrication de produits à base de tabac » (+101,1%), « Imprimerie et reproduction d'enregistrements » (+62,7%), « Fabrication de produits chimiques » (+44,2%), « Fabrication de boissons » (+43,2%), « Extraction de minerais métalliques » (+42,7) et « Travail du caoutchouc et du plastique » (+27,2%). Comparé à la même période de l'année 2021, la production des industries manufacturières est en hausse de 2,5%.

Concernant la production en volume dans l'industrie de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau, elle a observé une hausse de 7,2%, en lien avec la hausse simultanée de ses deux composantes. Par rapport au 4^{ème} trimestre de l'année précédente, elle a enregistré une hausse de 0,4%.

Tableau I.2 : Evolution trimestrielle de l'Indice de la production industrielle (IPI) (base 100 en 2015), par branches d'activités

	Pond.	T4_2021	T1_2022	T2_2022	T3_2022	T4_2022	T1-2023	Glissement (%) ⁴	
								Trim.	An
Egrenage du coton	314,3			nd	nd		nd	-	-
Industries extractives	5318	121,50	115,10	118,70	101,90	141,00	nd	38,37	16,05
Extraction de minerais métalliques	5072,7	113,90	108,10	111,60	93,60	133,60	nd	42,74	17,30
Activités de soutien aux industries extractives	245,7	260,10	229,70	227,70	315,70	219,10	nd	-30,60	-15,76
Industries manufacturières	3948	139,40	126,50	128,10	130,20	142,90	nd	9,75	2,51
Fabrication de produits alimentaires	1948,8	96,70	90,50	96,30	80,50	81,10	nd	0,75	-16,13
Fabrication de boissons	663,4	169,60	130,70	131,90	160,70	230,10	nd	43,19	35,67
Fabrication de produits à base de tabac	18,9	138,80	133,10	132,30	63,40	127,50	nd	101,10	-8,14
Activités de fabrication de textiles	285,7	98,30	136,90	115,00	109,30	100,60	nd	-7,96	2,34
Fabrication d'articles d'habillement	197,9	361,50	332,80	313,90	271,60	172,70	nd	-36,41	-52,23
Travail du cuir ; fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,2	12,60	36,50	28,40	28,40	12,30	nd	-56,69	-2,38
Travail du bois et fabrication d'articles en bois hors meubles	120,6	115,50	148,50	136,50	177,80	167,30	nd	-5,91	44,85

³ Conformément au calendrier de diffusion, les données sur la production industrielle sont diffusées 90 jours après la fin du trimestre

⁴ Il s'agit de la différence entre le 4^{ème} trimestre 2022 et le 3^{ème} trimestre 2022 pour le glissement trimestriel et entre 4^{ème} trimestre 2022 et le 3^{ème} trimestre 2021 pour le glissement annuel

	Pond.	T4_2021	T1_2022	T2_2022	T3_2022	T4_2022	T1-2023	Glissement (%) ⁴	
								Trim.	An
Fabrication du papier et du carton	2,5	355,50	423,00	304,20	198,30	215,90	nd	8,88	-39,27
Imprimerie et reproduction d'enregistrements	58,4	173,10	215,30	204,00	124,90	203,20	nd	62,69	17,39
Fabrication de produits chimiques	94,0	204,20	141,20	132,40	147,60	212,90	nd	44,24	4,26
Travail du caoutchouc et du plastique	1,5	303,20	166,70	163,70	119,30	151,70	nd	27,16	-49,97
Fabrication de matériaux minéraux	192,3	106,20	94,00	90,90	102,60	102,90	nd	0,29	-3,11
Métallurgie	106,2	69,70	57,10	56,30	53,70	58,40	nd	8,75	-16,21
Fabrication d'ouvrages en métaux	228,0	232,10	156,00	193,00	413,80	435,50	nd	5,24	87,63
Fabrication de meubles et matelas	22,1	269,90	262,30	295,10	266,70	192,70	nd	-27,75	-28,60
Autres industries manufacturières	7,9						-	-	-
Industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau	419	378,90	387,90	409,60	355,00	380,50	nd	7,18	0,42
Production et distribution d'électricité et de gaz	317,1	379,40	389,10	414,50	342,40	362,80	nd	5,96	-4,38
Captage, traitement et distribution d'eau	101,9	213,70	217,30	223,40	222,10	245,10	nd	10,36	14,69

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, notes trimestrielles de l'IPI

I.3. Niveau général des prix

Le niveau général des prix, mesuré par l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), a connu une hausse continue au premier trimestre 2023 passant de 121,00 au mois de janvier à 122,10 en mars.

Tableau I.3 : Evolution mensuelle au cours des douze derniers mois de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) par fonction (Base 100 en 2014)

	Pond.	avr. 2022	Mai 2022	jui. 2022	juil. 2022	août. 2022	sept. 2022	Oct. 2022	Nov. 2022	Dec. 2022	Jan. 2023	Fev. 2023	Mar. 2023
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	5016,8	120,89	124,88	133,18	138,16	142,22	146,42	146,62	143,59	138,98	134,00	134,50	135,00
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	285,0	137,07	138,90	135,80	163,76	158,28	157,66	154,24	147,92	148,84	156,80	155,80	158,70
Articles d'habillement et chaussures	627,5	101,56	101,57	101,57	101,58	101,61	101,70	101,71	101,71	101,71	101,70	101,80	101,70
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	919,7	96,02	99,27	98,42	101,26	102,70	102,73	105,40	105,10	105,63	108,90	108,10	108,10
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	480,2	101,03	101,60	101,60	101,60	101,60	101,61	102,08	102,08	102,08	102,10	102,10	102,00
Santé	225,9	100,61	100,61	100,61	100,61	100,61	100,61	100,66	100,66	100,66	100,70	100,70	106,50
Transports	848,8	99,15	99,19	99,19	99,19	103,79	104,96	106,25	106,33	106,33	106,30	107,90	110,60
Communication	260,8	98,74	98,74	98,74	98,74	98,74	98,74	98,74	98,74	98,74	98,70	98,70	98,70
Loisirs et culture	134,6	101,12	101,14	101,14	101,14	101,27	101,30	101,91	102,04	102,04	102,00	102,00	101,10
Enseignement	172,1	112,14	112,14	112,14	112,14	112,14	112,14	113,79	114,07	114,07	114,10	114,10	114,10
Restaurants et hôtels	622,3	108,13	106,97	106,91	107,07	107,20	107,73	108,69	108,76	109,00	109,10	110,00	111,50
Biens et services divers	406,3	101,31	101,37	101,37	101,38	101,38	101,38	101,40	101,40	101,40	101,40	101,40	102,30
Indice global	10000,0	111,81	114,39	118,64	122,22	124,51	126,95	127,54	125,75	123,24	121,00	121,30	122,10

Au premier trimestre, l'IHPC s'établit à 121,5 points, soit une baisse de 3,2% par rapport au trimestre précédent. Cette baisse est due principalement à celle des prix des produits de la fonction « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-6,0%).

En glissement annuel, l'IHPC du premier trimestre 2023 a augmenté de 5,7% par rapport à la même période de 2022. Cette importante hausse est attribuable à l'augmentation des prix des « Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (+14,5%), « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+10,6%), des « Transports » (+9,2%) et des « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+6,5%).

Tableau I.4 : Evolution sur quelques trimestres de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) par fonction (Base 100 en 2014)

	Pond.	T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023	Glissement (%)	
						Trim.	Annuel
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	5016,77	106,40	126,32	143,06	134,50	-6,0	6,48
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	285,00	128,50	137,26	150,33	157,10	4,5	14,46
Articles d'habillement et chaussures	627,47	101,30	101,57	101,71	101,70	0,0	0,13
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	919,70	98,90	97,90	105,38	108,30	2,8	10,62
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	480,24	101,30	101,41	102,08	102,00	-0,1	0,58
Santé	225,91	100,50	100,61	100,66	102,60	1,9	1,98
Transports	848,84	98,20	99,18	106,30	108,30	1,9	9,20
Communication	260,84	98,80	98,74	98,74	98,70	0,0	-0,04
Loisirs et culture	134,63	101,20	101,13	102,00	101,70	-0,3	0,56
Enseignement	172,05	107,80	112,14	113,98	114,10	0,1	1,75
Restaurants et hôtels	622,29	105,50	107,34	108,82	110,20	1,3	2,67
Biens et services divers	406,26	100,90	101,35	101,40	101,70	0,3	0,35
Indice global	10000,00	104,30	114,95	125,51	121,50	-3,19	5,70

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, notes mensuelles de l'IHPC, nos calculs

En considérant les nomenclatures secondaires, la baisse du niveau général des prix au premier trimestre est imputable principalement par la baisse des prix des « Produits frais » (-7,9%). Suivant l'origine, les « Produits locaux » ont plus influencé la baisse du niveau général des prix avec une baisse trimestrielle de 4,8%. Selon la durabilité, cette baisse est imputable principalement aux « Produits semi-durables » qui ont enregistré une régression de 4,3%. S'agissant de la classification des produits par secteur, la baisse des prix au premier trimestre est attribuable au prix des produits du secteur primaire (-6,3%).

En glissement annuel, l'augmentation de 5,7% de l'IHPC est attribuable essentiellement à la hausse des indices des prix des « Produits énergétiques » (+21,7%), des « Produits importés » (+6,9%), des « Produits semi durables » (+7,6%) et des produits du secteur primaire (+7,2%).

Tableau I.5 : Evolution trimestrielle de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) selon les nomenclatures secondaires (Base 100: année 2014)

	Pondération	T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023	Glissement (%)	
						Trim.	Annuel
Volatilité							
Energie	676,84	94,90	93,26	108,64	113,50	4,47	21,70
Produits frais	2868,08	107,50	135,99	160,24	147,50	-7,95	8,46
Hors produits frais et énergie	6455,08	104,30	108,25	111,25	111,40	0,14	2,91
Origine							
Local	6830,58	105,80	120,54	133,04	126,70	-4,77	5,11
Importé	3169,42	101,90	103,76	109,43	110,90	1,34	6,88
Durabilité							
Durable	325,96	100,30	100,26	100,33	101,20	0,87	0,94
Non durable	6440,62	101,40	101,53	101,84	102,10	0,25	0,56
Semi durable	1152,38	106,10	122,13	137,28	131,40	-4,28	7,59
Services	2081,04	102,60	103,99	105,72	106,70	0,93	2,61
Sectorisation							
Primaire	3639,58	108,80	132,57	151,67	142,10	-6,31	7,19
Secondaire	4279,38	102,40	106,08	111,97	111,80	-0,15	5,39
Tertiaire	2081,04	102,60	103,99	105,72	106,70	0,93	2,61
Indice global	10000,00	104,30	114,95	125,51	121,50	-3,19	5,70

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, notes mensuelles de l'IHPC, nos calculs

I.4. Balance des paiements

Au premier trimestre 2023, les transactions du Burkina Faso avec l'extérieur se sont traduites par un solde global déficitaire de 314,32 milliards FCFA, en détérioration de 27,01 milliards FCFA par rapport au trimestre précédent. La dégradation du déficit du solde global en variation trimestrielle est attribuable aux sorties nettes de capitaux du compte financier (+106,37 milliards FCFA), atténuée par l'amélioration des comptes des transactions courantes (+34,47 milliards FCFA) et de capital (+53,35 milliards FCFA).

Comparée à la même période en 2022, le solde global s'est détérioré de 84,18 milliards FCFA.

Tableau I.6: Évolution trimestrielle de la balance des paiements en termes de règlements (Soldes en milliards FCFA)

	T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023	Variation ⁵	
					Trim.	Annuel
Compte des transactions courantes	266,42	42,20	-232,92	-198,45	34,47	-240,65
Biens et services	268,85	85,00	-166,70	-95,83	70,87	-180,83
Biens	352,72	186,05	-25,80	9,70	35,50	-176,35
Services	-83,88	-101,05	-140,90	-105,53	35,37	-4,48
Revenu primaire	-80,53	-124,24	-131,84	-174,36	-42,52	-50,12
Revenu secondaire	78,10	81,43	65,62	71,74	6,12	-9,69
Compte de capital	59,95	21,21	71,57	124,92	53,35	103,71
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	326,37	63,41	-161,35	-73,53	87,82	-136,94
Compte financier	327,98	289,85	129,64	236,02	106,37	-53,83
Investissement direct	-19,66	-13,02	-62,82	-19,56	43,26	-6,54
Investissements de portefeuille	-105,09	-108,00	-99,76	-103,61	-3,86	4,39
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres investissements	448,83	410,87	292,22	359,19	66,97	-51,68
Erreurs et omissions nettes	1,61	-3,71	3,69	-4,77	-8,46	-1,07
Solde global	376,82	-230,15	-287,31	-314,32	-27,01	-84,18

Source : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

⁵ Il s'agit de la différence entre le 1^{er} trimestre 2023 et le 4^{ème} trimestre 2022 pour la variation trimestrielle et entre le 1^{er} trimestre 2023 et le 1^{er} trimestre 2022 pour la variation annuelle.

I.5. Situation monétaire

Au premier trimestre 2023, les actifs extérieurs nets (AEN) de la Banque Centrale ont progressé de 232,41 milliards FCFA par rapport au quatrième trimestre 2022. Cette hausse résulte d'une augmentation des créances sur les non-résidents (+142,20 milliards FCFA), contrebalancée par une baisse des Créances nettes sur les autres institutions de dépôt (-265,03 milliards FCFA). Comparé à la même période de l'année 2022, les AEN ont régressé de 606,12 milliards FCFA.

Les créances de la BCEAO sur les autres secteurs (créances nettes sur l'économie) ont augmenté au premier trimestre 2023 de 0,08 milliard FCFA par rapport au quatrième trimestre de 2022. En comparaison à la même période de 2022, elles sont en hausse de 1,00 milliard FCFA.

La Base monétaire, quant à elle, est en régression de 19,14 milliards FCFA au premier trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, elle est en hausse de 10,68 milliards FCFA, due principalement à la hausse de la Circulation fiduciaire (+34,95 milliards FCFA).

Tableau I.7 : Situation trimestrielle de la Banque centrale selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA)

	T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Actifs						
Actifs extérieurs nets	539,54	214,43	-624,09	-391,69	232,41	-606,12
Créances sur les non-résidents	1005,24	969,65	168,75	310,95	142,20	-658,70
Engagements envers les non-résidents	465,70	755,22	792,84	702,64	-90,20	-52,59
Créances nettes sur les autres institutions de dépôt	697,20	933,54	1812,49	1547,46	-265,03	613,92
Créances nettes sur l'administration centrale	-169,32	72,65	67,14	28,86	-38,28	-43,79
Créances nettes sur les autres secteurs	7,12	8,23	9,15	9,23	0,08	1,00
Passifs					0	0
Base monétaire	1070,70	1232,93	1262,74	1243,60	-19,14	10,68
Circulation fiduciaire	777,48	948,06	967,05	983,01	15,96	34,95
Engagements envers les autres institutions de dépôt	292,41	283,82	967,05	259,71	-707,34	-24,11
Engagements envers les autres secteurs	0,81	1,05	0,76	0,88	0,12	-0,17
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,07	0,29	0,78	3,92	3,14	3,63
Actions et autres titres de participation	2,43	2,91	0,50	9,19	8,69	6,28
Autres postes (net)	1,34	-7,26	0,67	-62,85	-63,52	-55,59

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

Les actifs extérieurs nets des « Autres Institutions de Dépôts (AID) » ont régressé de 546,73 milliards FCFA (-21,1%) en glissement trimestriel. En glissement annuel, ils ont baissé de 142,74 milliards FCFA (-6,5%). S'agissant des créances sur les autres secteurs, elles ont baissé de 141,83 milliards FCFA (-3,3%) au premier trimestre par rapport au trimestre précédent. Comparé à la même période en 2021, elles ont progressé de 505,51 milliards FCFA (+14,1%).

Au titre des passifs, les engagements envers la banque centrale se sont contractés de 220,80 milliards FCFA (-13,2%) au premier trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, ils se sont accrus de 504,76 milliards FCFA (+53,4%). Quant aux dépôts transférables inclus dans la masse monétaire au sens large, ils ont enregistré une baisse de 263,44 milliards FCFA (-10,5%) au premier trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent. Comparé à la même période en 2022, ils ont connu une régression de 161,44 milliards FCFA (-6,7%).

Tableau I.8 : Situation trimestrielle des Autres Institutions de Dépôts (AID) selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA)

	T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Actifs						
Actifs extérieurs nets	1787,05	2192,18	2 596,16	2 049,44	- 546,73	- 142,74
Créances nettes sur la Banque Centrale	384,95	473,15	510,39	511,73	1,35	38,59
Créances nettes sur l'administration centrale	312,05	69,79	81,49	183,03	101,54	113,24
Créances nettes sur les autres secteurs	3073,44	3597,48	4 244,92	4 103,09	- 141,83	505,61
Passifs						
Engagements envers la banque centrale	696,23	944,93	1 670,49	1 449,69	- 220,80	504,76
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire au sens large	2151,46	2409,92	2 511,91	2 248,47	- 263,44	- 161,44
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire au sens large	1761,70	2019,61	2 073,85	1 969,06	- 104,79	- 50,55
Dépôts exclus de la masse monétaire au sens large	177,44	240,89	289,29	263,64	- 25,65	22,76
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire au sens large	0,00	0,00	-	-	-	-
Emprunts	29,00	77,49	59,49	45,59	- 13,90	- 31,90
Actions et autres titres de participation	654,49	758,43	837,82	863,09	25,27	104,66
Autres postes (net)	87,16	-118,66	- 9,89	7,74	17,64	126,40

Source : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

Au premier trimestre 2023, les créances nettes des Institutions de dépôt sur l'Administration Centrale ont baissé de 76,32 milliards FCFA pour s'établir à 205,32 milliards FCFA, suite à une régression des créances nettes de la BCEAO ainsi que celles des banques commerciales.

En variation annuelle, les créances nettes des Institutions de dépôt sur l'Administration Centrale ont connu une progression de 69,45 milliards FCFA entre les premiers trimestres de 2023 et 2022, résultant de la hausse des Créances nettes des banques de 113,24 milliards FCFA et des engagements des créances nettes de la BCEAO (+77,90 milliards FCFA).

Tableau I.9 : Situation trimestrielle des créances nettes sur l'Administration centrale selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA)

	T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale	136,17	135,87	281,64	205,32	-76,32	69,45
Créances nettes de la BCEAO	-175,88	66,09	60,57	22,29	-38,28	-43,79
Créances	214,66	290,04	276,06	324,14	48,08	34,10
Engagements	390,54	223,95	215,48	301,85	86,36	77,90
Créances nettes des banques	312,05	69,79	221,07	183,03	-38,04	113,24
Créances	1008,97	963,98	1158,82	987,80	-171,02	23,83
Engagements	696,92	894,19	937,75	804,77	-132,98	-89,42

Source : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

En s'établissant à 5 378,65 milliards FCFA au premier trimestre 2023, la Masse monétaire a régressé de 338,22 milliards FCFA par rapport au quatrième trimestre 2022, imputable principalement à la baisse des dépôts transférables de 263,32 milliards FCFA. En variation annuelle, la Masse monétaire s'est contracté de 186,89 milliards FCFA (-3,4%).

Concernant les créances intérieures nettes, elles sont ressorties à 4 317,64 milliards FCFA au premier trimestre 2023, enregistrant une baisse de 78,49 milliards FCFA (-1,8%) en glissement trimestriel. Comparées à la même période en 2022, elles ont augmenté 576,05 milliards FCFA (+15,4%).

Tableau I.10 : Évolution trimestrielle des agrégats de monnaie selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA)

	T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Monnaie au sens large et ses composantes						
Circulation fiduciaire	681,38	833,37	828,75	858,64	29,89	25,27
Dépôts transférables	2 453,54	2 712,23	2 813,94	2 550,62	-263,32	-161,61
Masse monétaire (M1)	3 134,93	3 545,60	3 642,69	3 409,26	-233,43	-136,34
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 762,04	2 019,94	2 074,18	1 969,39	-104,79	-50,55
Masse monétaire (M2)	4 896,96	5 565,54	5 716,87	5 378,65	-338,22	-186,89
Contreparties de la masse monétaire						
Actifs extérieurs nets	2 326,59	2 406,61	1 972,07	1 657,75	-314,32	-748,86
Créances intérieures nettes	3 216,72	3 741,59	4 396,14	4 317,64	-78,49	576,05
Passifs à caractère non monétaire (2)	863,43	1 080,00	1 187,88	1 185,43	-2,45	105,43
Autres postes nets (3)	-217,08	-497,34	-536,55	-588,69	-52,14	-91,35
Total des contreparties de M2 (4)	4 896,96	5 565,54	5 716,87	5 378,65	-338,22	-186,89

Source : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

En s'affichant à 4 112,32 milliards FCFA à fin mars 2023, les créances sur l'économie ont baissé de 2,18 milliards FCFA (-0,1%) en variation trimestrielle, en lien principalement avec la baisse des crédits bancaires de 133,00 milliards FCFA. En glissement annuel, elles ont progressé de 506,60 milliards FCFA (+14,1%), imputable surtout à la hausse des crédits bancaires (+369,95 milliards FCFA).

Tableau I.11 : Évolution trimestrielle des créances sur l'économie selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA)

	T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023	Glissement	
					Trim.	An
Créances des institutions de dépôts	3 080,55	3 605,72	4 114,49	4 112,32	-2,18	506,60
Créances de la BCEAO	7,12	8,23	9,15	9,23	0,08	1,00
Crédits	6,94	7,15	7,37	7,34	-0,03	0,18
Actions et autres participations	-	-	-	-	-	-
Créances des banques	3 073,44	3 597,48	4 105,34	4 103,09	-2,25	505,61
Crédit bancaire	3 061,65	3 590,49	4 093,45	3 960,44	-133,00	369,95
Secteur financier non-bancaire	18,55	34,69	49,62	30,25	-19,37	-4,44
Secteur public	244,14	281,51	374,34	358,90	-15,44	77,39
Administration locale	3,09	0,03	15,11	15,30	0,19	15,28
Sociétés non-financières publiques	241,05	281,49	359,23	343,59	-15,63	62,11
Secteur privé	2 798,96	3 274,29	3 669,48	3 571,29	-98,19	297,00
Sociétés non-financières privées	1 424,13	1 747,87	1 927,03	1 898,84	-28,19	150,97
Ménages et ISBLSM	1 374,83	1 526,42	1 742,46	1 672,46	-70,00	146,04
Titres autres qu'actions	3,77	0,06	0,03	127,81	127,79	127,75
Secteur financier non-bancaire	-	-	-	-	-	-
Secteur public	2,39	-	-	127,79	127,79	127,79
Secteur privé	1,38	0,06	0,03	0,03	-	-0,03
Actions et autres participations	5,02	3,87	4,00	3,46	-0,54	-0,41
Secteur financier non-bancaire	3,20	1,66	1,92	1,92	-	0,25
Secteur public	0,46	1,18	0,73	0,19	-0,55	-1,00
Secteur privé	1,37	1,02	1,36	1,36	0,00	0,34

Source : Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

I.6. Commerce extérieur

Au premier trimestre 2023, le déficit du solde du commerce extérieur du Burkina Faso s'est amélioré par rapport au trimestre précédent, passant de 216,18 milliards FCFA à 182,33 milliards FCFA, soit une baisse de 33,85 milliards FCFA. Cette amélioration s'explique par une baisse des importations (-72,98 milliards FCFA) plus que proportionnelle à celle des exportations (-39,13 milliards FCFA). Par rapport à la même période en 2022, où un excédent de 46,69 milliards a été enregistré, il ressort une aggravation du déficit de 229,02 milliards FCFA en lien avec une hausse significative des importations (+144,15 milliards FCFA).

Graphique 2 : Évolution trimestrielle des exportations, des importations et du solde commercial (en milliards FCFA)



Source : DGESS à partir des données de la DGD

Au premier trimestre 2023, il est ressorti une baisse des exportations de 39,13 milliards FCFA, par rapport au trimestre précédent, essentiellement due à la contraction de l'« Or non monétaire » (-38,54 milliards FCFA) et du « Coton, non cardé ni peigné » (-19,22 milliards FCFA). L'« or non monétaire » avec une valeur exportée de 512,98 milliards FCFA, le « Coton, non cardé ni peigné » (64,65 milliards FCFA), les « Noix de cajou » (27,11 milliards FCA) et les Graines de sésame (12,27 milliards FCFA), représentent 90,4% des exportations totales du premier trimestre 2023.

En glissement annuel, les exportations ont baissé de 84,88 milliards FCFA.

Tableau I.12 : Évolution trimestrielle des principaux produits exportés : valeur FOB (en milliards FCFA)

	T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Total des exportations	728,43	767,76	722,01	682,89	-39,13	-84,88
Argent, sous formes mi-ouvrées	1,13	0,76	0,94	0,81	-0,14	0,04
Autres graines et fruits oléagineux non spécifiés du 1207	0,00	0,01	0,00	0,05	0,05	0,04
Bovins	0,08	0,24	0,12	0,32	0,20	0,08
Coton, cardé ou peigné	0,00	0,09	0,00	0,00	0,00	-0,09
Coton, non cardé ni peigné	103,26	129,48	83,87	64,65	-19,22	-64,83
Fils de coton (autres que les fils à coudre)	0,58	0,68	0,43	0,60	0,17	-0,08
Graines de karité	4,87	8,28	15,43	8,58	-6,85	0,30
Graines de sésame	16,92	17,20	16,59	12,27	-4,32	-4,93
Haricots	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Huiles de coton	0,60	1,07	0,34	0,48	0,14	-0,59
Huiles de karité	4,20	3,34	3,63	4,44	0,80	1,10
Maïs	0,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mangues, frais ou secs	0,87	0,93	1,46	1,22	-0,25	0,28
Noix de cajou	15,47	17,44	7,54	27,11	19,56	9,67
Or non monétaire	533,75	524,99	551,52	512,98	-38,54	-12,01
Ovins	0,01	0,07	0,02	0,04	0,02	-0,03
Parties des véhicules aériens (hélicoptères, avions, etc.)	0,01	0,51	0,00	0,00	0,00	-0,51
Tomates	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Tourteaux et autres résidus solides de graines de coton	2,83	2,64	1,11	4,02	2,91	1,38
Zinc non allié et minerais de zinc	20,86	27,70	0,00	680,04	680,04	652,35

Source : Direction générale des douanes, BD des statistiques douanières

Les principaux clients du Burkina Faso au premier trimestre 2023 sont la Suisse avec 472,11 milliards FCFA (69,1% des exportations totales), le Mali avec 72,74 milliards FCFA (10,7%) et la Côte d'Ivoire avec 30,94 milliards FCFA (4,5%). Par rapport au trimestre précédent, les exportations vers le Mali ont baissé de 26,99 milliards FCFA, celles en direction de la Côte d'Ivoire ont diminué de 11,77 milliards FCFA et celles de la Suisse, constituées essentiellement de « l'or non monétaire », ont augmenté de 5,79 milliards FCFA au cours du premier trimestre.

Comparé à la même période en 2022, les exportations en direction de la Suisse ont régressé de 79,98 milliards FCFA et celles en destination du Mali ont progressé de 52,43 milliards FCFA.

Tableau I.13 : Évolution trimestrielle des exportations par pays de destination : valeur FOB (milliards FCFA)

	T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Allemagne		5,52	1,04	1,09	0,06	-4,43
Canada	0,21	0,07	0,44	0,35	-0,09	0,28
Chine	5,93	0,78	0,06	2,45	2,39	1,67
Côte d'Ivoire	22,74	34,74	42,71	30,94	-11,77	-3,80
Danemark	3,86	2,99	7,30	5,84	-1,47	2,85
Emirats Arabes Unis	0,93	13,48	4,85	9,82	4,97	-3,65
France	4,05	26,67	17,41	5,66	-11,75	-21,01
Ghana	2,79	7,04	9,45	4,77	-4,67	-2,26
Grande Bretagne	0,42	0,09	0,58	0,12	-0,46	0,04
Inde	84,67	21,28	0,98	3,25	2,27	-18,03
Japon	0,78	1,68	0,05	2,53	2,48	0,85
Malaisie	1,24	0,16	0,35	0,81	0,46	0,66
Mali	10,56	20,31	99,73	72,74	-26,99	52,43
Niger	5,37	3,94	4,20	3,37	-0,83	-0,57
Pays-Bas	1,60	1,95	1,78	2,65	0,87	0,70
Sénégal	2,42	2,32	3,78	4,99	1,22	2,67
Singapour	41,75	19,55	41,01	16,74	-24,27	-2,81
Suisse	506,10	552,09	466,32	472,11	5,79	-79,98
Togo	6,52	4,13	4,95	11,75	6,81	7,62
Vietnam	0,39	0,08	0,00	0,03	0,03	-0,05

Source : Direction générale des douanes, BD des statistiques douanières

Le « Gas-oil », le « Super carburant », le « Ciments non pulvérisés (clinkers) » et le « Fuel-oil » constituent les produits les plus importés avec des parts respectives de 17,7%, 12,5%, 3,8% et 3,3% de l'ensemble des importations au cours du premier trimestre 2023. La valeur totale des importations de marchandises s'est située à 865,22 milliards FCFA au premier trimestre contre 938,19 milliards FCFA au quatrième trimestre 2022, soit une baisse de 72,98 milliards FCFA (-7,8%). Cette baisse est essentiellement imputable aux importations du « Fuel-oil » (-23,36 milliards FCFA) et du « Gas-oil » (-19,98 milliards FCFA).

En glissement annuel, la valeur des importations de marchandises a augmenté de 144,15 milliards FCFA (+20,0%).

Tableau I.14 : Évolution trimestrielle des importations des principaux produits mis à la consommation (en milliards FCFA)

	T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Total importations	531,97	721,07	938,19	865,22	-72,98	144,15
Butanes liquéfiés	14,49	23,16	22,91	13,54	-9,37	-9,62
Cellules solaires	8,67	3,44	2,99	7,36	4,36	3,91
Ciments non pulvérisés (clinkers)	22,96	29,06	34,82	32,65	-2,17	3,59
Cyanures, oxycyanures et cyanures complexes	4,96	9,97	6,31	8,99	2,67	-0,98
Engrais	10,73	8,55	16,77	27,60	10,83	19,04
Froment de blé et de méteil	7,15	9,77	17,03	15,59	-1,44	5,82
Fuel-oil	7,48	26,27	52,17	28,81	-23,36	2,54

	T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Gas-oil	49,82	73,27	172,68	152,70	-19,98	79,43
Huiles lubrifiantes	5,67	8,30	10,27	6,62	-3,64	-1,68
Huiles végétales	1,94	2,48	5,15	6,10	0,95	3,62
Insecticides, fongicides, herbicides,	3,46	7,56	2,26	6,45	4,19	-1,11
Machines et appareils à trier, cribler, broyer, les terres, pierres ou minerais	4,13	8,28	6,68	6,81	0,13	-1,48
Médicaments	26,24	31,31	36,00	27,91	-8,09	-3,39
Motocycles	8,05	8,81	8,22	7,62	-0,60	-1,19
Parties des machines du 8425 à 8430	4,92	4,96	5,07	4,49	-0,57	-0,47
Riz	8,59	15,34	26,22	15,13	-11,09	-0,22
Sucre	2,75	4,09	3,66	15,23	11,57	11,14
Super carburant	33,12	73,43	118,00	108,08	-9,92	34,65
Tabacs et succédanés de tabac fabriqués	6,64	5,98	7,20	11,29	4,09	5,31
Véhicules pour transport de personnes	16,47	16,64	12,89	12,71	-0,19	-3,94

Source : Direction générale des douanes, BD des statistiques douanières

La République Populaire de Chine occupe le premier rang de pays fournisseurs du Burkina Faso en marchandises au premier trimestre 2023 avec une part de 12,7% de la valeur totale des importations. Elle est suivie de la République de la Côte D'Ivoire (10,8%). La baisse des importations enregistrée au premier trimestre 2023 est surtout liée à celle en provenance de la France (-26,58 milliards FCFA), de l'Inde (-25,75 milliards FCFA) et de la Belgique (-25,68 milliards FCFA). La hausse des importations en glissement annuel mentionnée plus haut a été plus marquée entre autres par les produits en provenance de la Côte D'Ivoire (+32,36 milliards FCFA), du Togo (+28,10 milliards FCFA), de la Belgique (+27,43 milliards FCFA) et du Ghana (+23,94 milliards FCFA).

Tableau I.15 : Évolution trimestrielle des importations de mise à la consommation par pays d'origine (en milliards FCFA)

	T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Afrique du Sud	5,86	7,85	9,58	11,19	1,61	3,34
Allemagne	15,59	21,74	16,70	17,14	0,44	-4,60
Australie	3,46	6,94	7,04	7,20	0,16	0,26
Belgique	9,28	14,15	67,26	41,57	-25,68	27,43
Chine	79,25	88,28	91,82	109,40	17,58	21,12
Corée, République de	10,06	19,21	27,65	18,39	-9,26	-0,82
Côte d'Ivoire	48,76	61,35	87,64	93,72	6,07	32,36
Espagne	8,74	13,31	13,64	10,43	-3,21	-2,88
Etats-Unis	31,04	44,47	42,31	30,55	-11,77	-13,92
France	40,88	49,74	97,45	70,88	-26,58	21,13
Ghana	37,49	49,86	74,34	73,80	-0,54	23,94
Inde	36,24	45,41	71,74	46,00	-25,75	0,59
Italie	6,63	14,18	6,39	7,63	1,24	-6,55
Japon	15,54	18,69	13,40	15,65	2,25	-3,04
Mali	5,21	1,34	7,56	10,71	3,15	9,37
Pays-Bas	9,02	26,85	39,34	21,89	-17,45	-4,97
Russie, Fédération de	24,48	62,03	43,78	54,69	10,91	-7,34
Thaïlande	2,16	5,34	2,89	4,29	1,40	-1,04
Togo	18,43	19,75	54,67	47,85	-6,82	28,10
Turquie	14,17	15,09	18,64	16,46	-2,18	1,37

Source : Direction Générale des Douanes, BD des statistiques douanières

I.7. Tableau des opérations financières de l'Etat

Au premier trimestre 2023, les recettes totales et dons mobilisés se sont affichés à 668,57 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 25,5% par rapport aux prévisions annuelles. Les recettes totales ont été mobilisés à hauteur de 558,94 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 23,9%, tandis que 109,63 milliards ont été mobilisés au titre des dons.

En glissement annuel, les recettes totales ont progressé de 85,13 milliards FCFA (+ 18,0%) et les dons de 102,80 milliards FCFA.

Tableau I.16 : Évolution trimestrielle des opérations de recettes et dons (en milliards FCFA)

	Prév LFI/LFR 2023	T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023	Taux d'exéc. en % (fin mar. 2023)	Glissement	
							Trim.	Annuel
Recettes totales	2337,54	408,62	473,81	633,19	558,94	23,91	-74,25	85,13
Recettes courantes	2337,54	408,62	466,99	633,19	558,94	23,91	-74,25	91,95
Recettes fiscales	2091,72	360,61	430,51	574,89	517,04	24,72	-57,85	86,53
Recettes non fiscales	245,82	48,01	36,48	58,29	41,90	17,04	-16,39	5,42
Recettes en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	-	-
Dons	283,46	64,15	6,83	56,83	109,63	38,68	52,80	102,80
Dons projets	239,59	46,94	6,83	56,83	109,63	45,76	52,80	102,80
Dons programmes	43,87	17,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes totales et dons	2621,00	472,76	480,64	690,02	668,57	25,51	-21,45	187,92

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, DSOFE, TOFE-AC à fin mars 2023

Les dépenses totales et prêts nets se sont chiffrés à 850,33 milliards FCFA, au premier trimestre 2023, soit un taux d'exécution de 26,4%. Les dépenses totales se sont affichées à 857,04 milliards FCFA, avec un taux d'exécution de 26,5%% par rapport aux prévisions annuelles.

En variation annuelle, les dépenses totales et prêts nets ont enregistré une hausse de 281,66 milliards FCFA (+49,5%) attribuable aussi bien à la hausse des dépenses en capital (+221,50 milliards FCFA) qu'à celle des dépenses courantes (+61,15 milliards FCFA).

Tableau I.17 : Évolution trimestrielle des opérations de dépenses totales et prêts nets (en milliards FCFA)

	Prév LFI/LFR 2022	T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023	Taux d'exéc. en % (fin mar. 2023)	Glissement	
							Trim.	An
Dépenses totales	3235,91	684,91	574,39	1 364,09	857,04	26,49	-507,05	282,65
Dépenses courantes	2053,62	490,05	473,65	748,34	534,79	26,04	-213,55	61,15
Dépenses en capital	1182,29	194,85	100,75	615,74	322,25	27,26	-293,49	221,50
Prêts nets	-10,26	-0,82	-5,71	-1,27	-6,71	65,41	-5,44	-0,99
Dépenses totales et prêts nets	3225,66	684,09	568,68	1 362,82	850,33	26,36	-512,49	281,66

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, DSOFE, TOFE-AC à fin mars 2023

Au premier trimestre 2023, le solde global (base engagement) se situe à -181,77 milliards FCFA, en amélioration de de 491,03 milliards FCFA par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, il s'est dégradé de 86,90 milliards FCFA. S'agissant du solde global hors dons (base engagement), il a enregistré une amélioration de 438,24 milliards FCFA pour s'afficher à -291,39 milliards FCFA au premier trimestre 2023. Par rapport à la même période en 2022, ce solde s'est dégradé de 189,70 milliards FCFA.

Le solde global (base caisse) est ressorti à -29,86 milliards FCFA au premier trimestre 2023 en dégradation de 485,80 milliards FCFA par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, il s'est amélioré de 135,64 milliards FCFA. Concernant le solde global hors dons (base caisse), il s'est établi à -139,49 milliards FCFA au premier trimestre 2023 contre -572,49 milliards au trimestre précédent. Par rapport à la même période en 2022, ce solde s'est amélioré de 32,84 milliards FCFA.

Le financement net au premier trimestre 2023 a atteint un niveau de 29,85 milliards FCFA contre 505,03 milliards FCFA au trimestre précédent, soit une dégradation de 475,18 milliards FCFA en lien principalement avec la baisse du financement intérieur de 511,66 milliards FCFA. En variation annuelle, le financement net s'est détérioré de 135,32 milliards FCFA (-81,9%) due principalement à la baisse du financement intérieur net (-196,72 milliards FCFA).

Tableau I.18 : Évolution trimestrielle des soldes caractéristiques et des financements des opérations financières de l'État (en milliards FCFA)

	Prév LFI/LFR 2023	T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023	Taux d'exéc. en % (fin mar.2023)	Glissement	
							Trim.	Annuel
Solde global (base engagement)	-604,65	-211,32	-94,86	-672,8	-181,77	30,06	491,03	-86,90
Solde global hors dons (base engagement)	-888,11	-275,47	-101,69	-729,63	-291,39	32,81	438,24	-189,70
Solde primaire de base	-198,66	-135,35	-15,37	-520,53	-34,80	17,52	485,73	-19,43
Solde de base	-432,82	-163,88	-60,99	-589,31	-86,91	20,08	502,40	-25,92
Solde global base caisse	-604,65	-206,71	-165,49	-515,66	-29,86	4,94	485,80	135,64
Solde global base caisse hors dons	-888,11	-270,86	-172,32	-572,49	-139,49	15,71	433,00	32,84
Financement net	290,96	212,05	165,17	505,03	29,85	10,26	-475,18	-135,32
Financement extérieur	125,08	73,03	20,78	45,69	82,17	65,69	36,48	61,39
Financement intérieur	165,88	139,03	144,39	459,34	-52,32	-31,54	-511,66	-196,72

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, DSOFE, TOFE-AC à fin février 2023

(*) Données provisoires

I.8. Gestion opérationnelle de l'économie et financement du développement

La gestion de l'économie et le financement du développement est opérationnalisée à travers le programme d'investissement public (PIP) qui est l'instrument de prévision annuelle des dépenses d'investissement de l'Etat.

A fin mars 2023, le programme Burkina Startup a sélectionné et financé 136 Startups à hauteur de 8,00 milliards FCFA.

Tableau I.19 : Évolution sur quelques trimestres du financement des startup, de l'inclusion financière et de l'exécution du PIP

N°	Intitulé des Indicateurs	T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023
1	Nombre de startup financées	nd	0	136	136
2	Montant cumulé du financement des startups (milliards FCFA)	nd	0,00	8,00	8,00
3	Taux d'inclusion financière (%)	70,86	0,00	81,42	0,00
4	Taux d'exécution du PIP (base liquidation) (%)	23,00	0,00	91,40	0,00

Source : Rapports trimestriels de mise en œuvre des du PTA du MEFP

II. Mobilisation des ressources

Dans cette partie, les statistiques fournies permettent d'apprécier les performances en matière de mobilisation des ressources à fin mars 2022.

II.1. Mobilisation des ressources intérieures

Les recouvrements des recettes ordinaires se sont affichés à 586,08 milliards FCFA au premier trimestre 2023, en contraction de 70,63 milliards FCFA (-10,8%) par rapport au trimestre précédent. Rapportés aux prévisions initiales, il ressort un taux de recouvrement de 25,5% à fin mars 2023.

Comparé aux mobilisations de la même période en 2022, il ressort une augmentation de 94,30 milliards FCFA (+19,2%), due principalement à la hausse des recettes fiscales de 90,60 milliards FCFA (+20,0%).

Tableau II.1 : Évolution trimestrielle des recettes ordinaires mobilisées (en milliards FCFA)

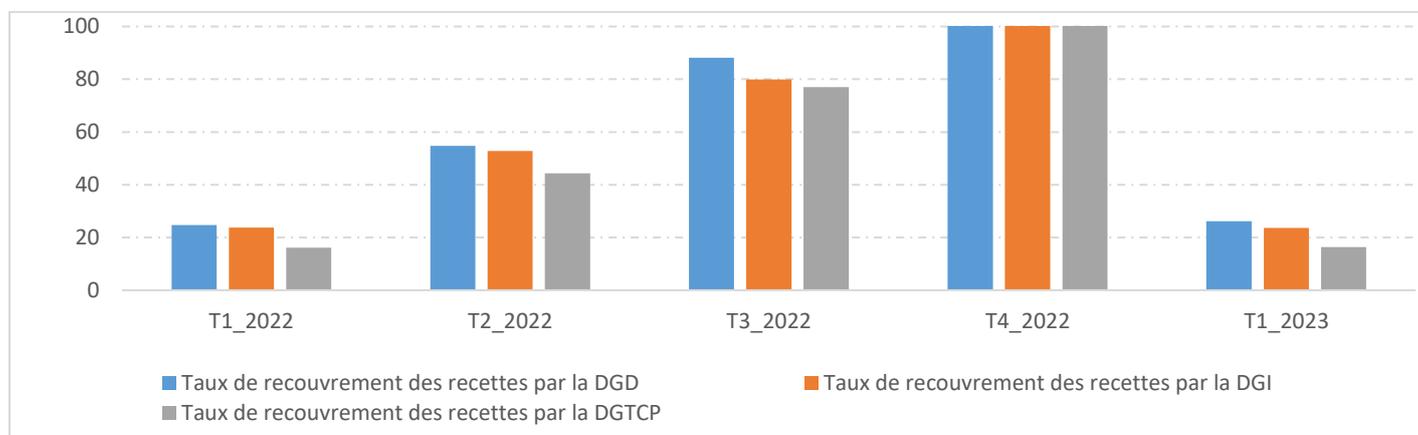
Recettes	Prév. LFI 2023	Réalisation				Cumul à fin mar. 2023	Taux d'exéc en % (fin mar.2023)	Glissement	
		T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023			Trim.	An.
Total recettes ordinaires									
Recettes fiscales	2 040,02	384,39	453,32	594,01	543,92	543,92	26,66	-50,09	90,60
Recettes non fiscales	245,89	48,01	36,46	58,30	41,92	41,92	17,05	-16,38	5,46
Recettes en capital	10,26	0,87	2,00	4,40	0,24	0,24	2,38	-4,16	-1,76
Total Général	2 296,17	433,27	491,78	656,72	586,08	586,08	25,52	-70,63	94,30
Recettes DGTCF									
Recettes fiscales	4,16	0,92	2,96	2,31	1,49	1,49	35,85	-0,82	-1,47
Recettes non fiscales	225,54	44,76	32,63	54,05	37,40	37,40	16,58	-16,65	4,77
Recettes en capital	10,26	0,87	2,00	4,40	0,24	0,24	2,38	-4,16	-1,76
Total	239,96	46,55	37,59	60,77	39,14	39,14	16,31	-21,63	1,54
Recettes DGI									
Recettes fiscales	1 279,83	231,61	262,05	331,81	303,82	303,82	23,74	-27,99	41,77
<i>Impôts sur les revenus, les bénéfiques et les gains en capital</i>	732,12	109,51	149,15	203,51	175,11	175,11	23,92	-28,40	25,96
<i>Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations</i>	20,47	4,06	5,10	4,21	4,91	4,91	23,97	0,70	-0,20
<i>Impôts sur le patrimoine</i>	3,60	0,45	0,70	0,62	1,04	1,04	28,99	0,42	0,34
<i>Autres impôts directs</i>	-	-	-	0,00	0,00	0,00	-	0,00	0,00
<i>Impôt et taxes intérieures sur les biens et services</i>	458,57	105,79	96,01	105,56	106,75	106,75	23,28	1,19	10,74
<i>Droits de timbre et d'enregistrement</i>	63,57	11,50	10,83	17,60	15,56	15,56	24,47	-2,04	4,73
<i>Autres recettes fiscales</i>	1,49	0,30	0,25	0,30	0,45	0,45	30,20	0,15	0,20
Recettes non fiscales	0,53	0,17	0,17	0,12	0,13	0,13	24,72	0,01	-0,04
Total budget national	1 280,36	231,78	262,21	331,93	303,95	303,95	23,74	-27,98	41,73
Impôts Locaux	42,70	8,82	9,04	7,59	8,75	8,75	20,48	1,16	-0,29
Total	1 323,05	240,60	271,25	339,52	312,69	312,69	23,63	-26,83	41,44
Recettes DGD									
Recettes fiscales	188,31	151,86	188,31	259,89	238,62	238,62	26,29	-21,28	50,30
<i>Biens & services</i>	129,22	104,86	129,22	178,09	163,06	163,06	26,30	-15,03	33,84
<i>Import & export</i>	52,44	41,66	52,44	73,39	68,17	68,17	26,70	-5,22	15,73
<i>Autres recettes fiscales</i>	6,66	5,34	6,66	8,41	7,38	7,38	22,78	-1,03	0,73
Recettes non fiscales	3,66	3,08	3,66	4,12	4,38	4,38	22,12	0,26	0,72
Total	191,98	154,94	191,98	264,01	243,00	243,00	26,20	-21,01	51,02

Source : DGESS, à partir des données de la DGD, de la DGI et de la DGTCF

L'analyse suivant les régies de recettes montre que la DGD, la DGI et la DGTCP ont mobilisé, respectivement, 26,2%, 23,6% et 16,3% de leurs prévisions annuelles.

Rapportés aux prévisions trimestrielles, les recouvrements du premier trimestre font ressortir des taux de réalisation de 127,2% pour la DGD, 102,9% pour la DGI et 94,7% pour la DGTCP.

Graphique 3 : Évolution trimestrielle des taux de recouvrement par régie de recette



Source : DGESS à partir des données de la DGD, de la DGI et de la DGTCP

Par ailleurs, les recettes minières mobilisées au premier trimestre 2023 se sont établies à 79,36 milliards FCFA, soit une baisse de 62,54 milliards FCFA par rapport au trimestre précédent.

Comparé à leur niveau de recouvrement de la même période en 2022, les recettes minières sont restées presque inchangées.

Tableau II.2 : Évolution trimestrielle des recettes minières (en milliards FCFA).

	Réalisation				Cumul à fin Mar. 2023	Variation	
	T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023		Trim.	Annuel
DGD	12,29	20,94	32,45	26,76	26,76	-5,70	5,82
DGI	43,55	40,05	91,02	37,75	37,75	-53,27	-2,29
DGTCP	17,79	18,41	18,43	14,86	14,86	-3,58	-3,55
Total recettes minières	73,63	79,39	141,91	79,36	79,36	-62,54	-0,03

Source : DGESS, à partir des données de la DGD, de la DGI et de la DGTCP

II.2. Émissions des titres publics

Au premier trimestre 2023, le Trésor public a mobilisé 277,84 milliards FCFA sur une prévision trimestrielle de 236,51 milliards FCFA soit un taux de réalisation trimestriel de 103,8%.

Rapportés aux prévisions annuelles, le taux de mobilisation des titres publics se situe à 21,7%

En comparaison avec la situation à la même période en 2022, il ressort une hausse des mobilisations de 11,30 milliards FCFA.

Tableau II.3 : Situation des émissions de titres publics par la DGTCP

	Prévision 2023	T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023	À fin mar. 2023	Glissement	
							Trim.	Annuel
Bons du Trésor								
Nombre	10	2	4	0	2	2	2	-1
Montant (en milliards FCFA)	241	60,50	143,24	0,00	12,76	12,76	12,76	-82,07
Obligations du Trésor								
Nombre	13	4	5	2	3	3	1	-1
Montant (en milliards FCFA)	809	117,40	85,88	300,35	215,08	215,08	-85,27	93,37
Total	1 050	177,90	229,13	300,35	227,84	227,84	-72,51	11,30

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, BD SYGADE

II.3. Décaissements des appuis budgétaires

Au premier trimestre 2023, un décaissement de 48,98 milliards de FCFA a été effectué au titre des prêts multilatéraux en provenance du FMI.

Tableau II.4 : Situation des décaissements au titre des appuis budgétaires par source de financement (en milliards FCFA)

Source de financement	Prévision LFI/LFR 2023	T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023	Cumul à fin mars 2023	Taux de décaissement (fin mar 2023)	Glissement	
								Trim.	Annuel
Multilatérale	84,52	34,91	0,00	0,00	48,98	48,98	57,95	48,98	48,98
Prêts	55,00	17,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dons	29,52	17,20	0,00	0,00	48,98	48,98	165,93	48,98	48,98
Bilatérale	14,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	0,00	0,00
Dons	14,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total appui budgétaire	98,87	34,91	0,00	0,00	48,98	48,98	49,54	48,98	48,98
Prêts	55,00	17,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dons	43,87	17,20	0,00	0,00	48,98	48,98	111,65	48,98	48,98

Source : Direction générale de la coopération, DSPF, tableau mensuel des décaissements des appuis budgétaires

Tableau II.5 : Situation des décaissements au titre des appuis budgétaires par type et par partenaire (en milliards FCFA)

Nature des décaissements et partenaires	Prévision LFI/LFR 2023	T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023	Taux de décaissement (fin mars 2023)	Glissement	
							Trim.	Annuel
I-Dons	43,87	17,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Allemagne	3,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Danemark	1,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
France	6,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AFD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	0,00
Suisse	2,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	0,00
BAD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	0,00
Banque Mondiale	0,00	17,20	0,00	0,00	0,00	0,00	-	0,00
Union européenne	29,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	0,00
UEMOA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	0,00
Fonds Monétaire International (FMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	0,00
II-Prêts	55,00	17,71	0,00	0,00	48,98	48,98	89,05	48,98
Banque Mondiale	55,00	17,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Banque Africaine de Développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	0,00
France	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	0,00
Fonds Monétaire International	0,00	0,00	0,00	0,00	48,98	-	48,98	48,98
Total général	175,63	34,91	0,00	0,00	48,98	48,98	27,89	48,98

Source : Direction générale de la coopération, DSPF, tableau mensuel des décaissements des appuis budgétaires

Au premier trimestre 2023, les taux de recouvrements des recettes propres par les régies en dehors de la DGI sont appréciables. En effet, par rapport aux performances il y'a un an, il ressort que la DGD a progressé de 1,5 point de pourcentage, la DGTCP de 0,1 point de pourcentage. Quant à la DGI, elle a régressé de 0,1 points de pourcentage.

Le taux de décaissement des appuis projets s'est affiché à 44,9% au premier trimestre 2023, soit un bond de 33,1 points de pourcentage par rapport à la même période en 2022.

S'agissant du taux de mobilisation des ressources au profit des collectivités, il enregistre une baisse de 1,2 point de pourcentage par rapport au premier trimestre 2022, pour s'afficher à 19,7% à fin mars 2023.

Tableau II.6 : Évolution des taux de recouvrement⁶ des recettes (en %)

N° d'ordre	Intitulé des Indicateurs	A fin mars. 2021	A fin mars 2022	A fin déc 2022	A fin mars 2023
1	Taux de recouvrement des recettes par la DGD	22,05	24,74	122,27	26,19
2	Taux de recouvrement des recettes par la DGI	24,55	23,72	110,01	23,71
3	Taux de recouvrement des recettes par la DGTCP	22,93	16,17	103,15	16,31
4	Taux de décaissement des appuis budgétaires	24,43	0,00	66,62	115,11
5	Taux de décaissement des appuis projets	32,29	11,85	71,49	44,91
6	Taux de mobilisation des ressources au profit des CT	21,61	20,88	90,17	19,67

Source : Rapports trimestriels du PTA du MEFP

III. Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers

La programmation budgétaire, l'exécution des dépenses, la gestion de la trésorerie, la tenue de la comptabilité publique, la gestion de la dette publique et la supervision des systèmes financiers sont aussi des missions régaliennes du MEFP dont la bonne prise en charge contribue au bon fonctionnement de l'administration publique.

III.1. Exécution des dépenses

Sur une dotation ajustée de 3 235,91 milliards FCFA en 2023, le taux global d'exécution des dépenses de l'État « base engagée visée » est ressorti à 30,0% à fin mars 2023. La répartition par nature montre que les dépenses courantes ont été exécutées à 30,1% et les dépenses en capital à 29,8% au premier trimestre 2023. Ainsi, au cours de ce trimestre, un montant global de 310,74 milliards FCFA de plus qu'au premier trimestre 2022 a été exécuté, dont 241,07 milliards FCFA provenant de l'exécution des dépenses en capital.

Tableau III.1 : Évolution trimestrielle de la situation des dépenses de l'État, engagées et visées (en milliards FCFA)

Nature de dépenses	Dotat avec projet LFI ajustée 2023	T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023	Taux d'exéc. en % (mars 2023)	Glissement	
							Trim.	An.
Dépenses courantes	2 074,62	449,14	554,64	1965,46	624,32	30,09	-1341,14	69,68
Charges financières de la dette	234,16	14,51	46,30	229,59	54,16	23,13	-175,42	7,86
Dépenses de personnel	1 097,18	218,86	242,48	1028,80	239,17	21,80	-789,63	-3,32
Dépenses d'acquisition de biens et services	209,00	26,43	54,03	213,07	61,63	29,49	-151,45	7,59
Dépenses de transferts courants	533,28	189,08	211,83	493,30	268,73	50,39	-224,58	56,90
Dépenses en atténuation des recettes	1,00	0,26	0,00	0,70	0,64	63,92	-0,06	0,64
Dépenses en capital	1 161,29	201,85	104,44	1167,14	345,50	29,75	-821,64	241,07
Investissements exécutés par l'Etat	1 151,29	200,93	103,73	1162,31	344,80	29,95	-817,52	241,07
Financement Etat	696,00	89,34	63,07	760,58	140,31	20,16	-620,27	77,24
0-Etat seul	640,88	84,51	51,56	715,00	136,75	21,34	-578,25	85,20
1-contre partie	55,12	4,83	11,51	45,57	3,56	6,45	-42,02	-7,96
Financement extérieur	455,29	111,59	40,66	401,73	204,49	44,91	-197,25	163,83
2-subvention	239,59	45,85	6,16	202,80	109,63	45,76	-93,17	103,46
3-prêt	215,70	65,74	34,50	198,93	94,86	43,98	-104,07	60,36
Transferts en capital	10,00	0,92	0,71	4,83	0,71	7,07	-4,12	0,00
Total général	3 235,91	650,99	659,08	3132,60	969,82	29,97	-2162,77	310,74

Source : Direction générale du budget, CID, SIGASPE

III.2. Gestion de la dette publique

L'encours total de la dette s'est affiché à 6 971,32 milliards FCFA à fin mars 2023. Il est dominé par sa composante intérieure qui représente 55,3%.

Par rapport au premier trimestre 2023, l'encours de la dette extérieure a connu une hausse de 62,36 milliards FCFA. Il s'est situé à 3 117,20 milliards FCFA contre 2 905,43 milliards FCFA une année plutôt, soit une hausse de 7,3% en glissement annuel attribuable principalement aux prêts contractés auprès des créanciers multilatéraux.

Tableau III.2 : Évolution de l'encours de la dette extérieure (en milliards FCFA)

	T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023	Variation	
					Trim.	Annuel
Banques commerciales	34,80	57,68	54,00	54,09	0,09	-3,59
BANK OF CHINA	18,97	42,83	40,88	40,62	-0,26	-2,22
Nordea Bank Danmark	15,82	13,19	11,87	11,87	-	-1,32
UCBA		1,27	1,26	1,27	0,01	0,00
CISCO (USA)		0,33	-	0,32	0,32	-0,01
PARIBAS		0,05	-	-	-	-0,05
DEUT. BANK			-	0,01	0,01	0,01
Multilatéraux	2 257,22	2 567,61	2 719,04	2 776,88	57,84	209,27
Fonds monétaire international	198,17	198,87	184,61	232,32	47,72	33,46
Association internationale pour le développement	1 128,17	1 254,27	1 343,55	1 342,25	-1,30	87,98
Fonds africain de développement	353,75	359,37	363,90	364,44	0,54	5,07
Autres multilatéraux	577,14	755,10	826,99	837,86	10,87	82,76
Bilatéraux	247,54	280,14	281,80	286,24	4,43	6,09
Club de Paris	92,07	94,06	139,01	139,36	0,36	45,30
Hors Club de Paris	155,47	186,08	142,79	146,87	4,08	-39,21
Total Dette extérieure	2 539,56	2 905,43	3 054,84	3 117,20	62,36	211,77

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, BD SYGADE

(*) Données provisoires

S'agissant de l'encours de la dette intérieure, il est en baisse de 43,49 milliards FCFA (-1,1%) et se situe à 3 854,12 milliards FCFA au premier trimestre 2023. En variation annuelle, il a augmenté de 434,28 milliards FCFA (+12,7%) expliquée par la mobilisation de fonds sur les marchés financiers et sous régional.

Tableau III.3 : Évolution de l'encours de la dette intérieure (en milliards FCFA)

	T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Institutions financières	2 523,95	3 386,05	3 598,60	3 646,54	47,95	260,49
Banque centrale	0,10	91,64	91,64	91,64	-0,00	-0,00
Bons du Trésor	285,99	385,31	86,86	33,24	-53,63	-352,08
Obligations du Trésor	1 786,29	2 386,85	2 704,99	2 834,49	129,50	447,63
Banques commerciales	451,56	522,24	715,10	687,18	-27,92	164,94
Institutions publiques financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Institutions non financières	113,19	33,79	299,01	207,58	-91,44	173,78
Institutions privées non financières	0,00	0,00	11,23	17,94	6,71	17,94
Institutions publiques non financières	113,19	33,79	287,78	189,63	-98,15	155,84
Total dette intérieure	2 637,14	3 419,84	3 897,61	3 854,12	-43,49	434,28

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, BD SYGADE

Au premier trimestre 2023, le service de la dette totale s'est établi à 285,46 milliards FCFA, soit une hausse de 129,64 milliards FCFA (+91,9%) par rapport au quatrième trimestre 2022. En comparaison avec la situation au premier trimestre 2022, il ressort une hausse de 83,2% (+136,77 milliards FCFA).

L'analyse des composantes du service de la dette montre que par rapport au trimestre précédent, le service de la dette intérieure a enregistré une hausse de 162,16 milliards FCFA, celui de la dette extérieure ayant baissé de 32,52 milliards FCFA au premier trimestre 2023. En variation annuelle, le service de la dette extérieure a régressé de 19,37 milliards FCFA tandis que celui de la dette intérieure s'est amélioré de 156,14 milliards FCFA.

Toutefois, il faut noter que le service de la dette dépend des échéances fixées avec les divers créanciers.

Tableau III.4 : Évolution du service de la dette publique par catégorie en milliards FCFA

	T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Dette extérieure	14,99	36,59	49,74	17,22	-32,52	-19,37
Multilatéraux	11,01	29,16	41,32	12,17	-29,15	-16,98
Bilatéraux	3,97	7,44	8,42	5,05	-3,37	-2,39
Dette intérieure	93,9	112,1	106,08	268,24	162,16	156,14
Institutions financières	71,04	100,42	85,08	161,03	75,95	60,61
Institutions non financières	22,85	11,67	20,99	107,21	86,21	95,53
Total paiements	108,89	148,69	155,82	285,46	129,64	136,77

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, situation d'exécution du paiement de la dette, nos calculs

Comparativement au trimestre précédent, le paiement du principal de la dette extérieure a baissé de 25,54 milliards FCFA tandis que celui de la dette intérieure a augmenté de 173,32 milliards FCFA au premier trimestre 2023. Concernant le paiement des intérêts, il ressort une baisse de 11,16 milliards FCFA pour les intérêts dus sur la dette intérieure et de 6,98 milliards FCFA pour ceux liés à la dette extérieure, par rapport au trimestre précédent.

En glissement annuel, le principal de la dette extérieure a connu une régression de 18,18 milliards FCFA et celui de la dette intérieure s'est amélioré de 150,47 milliards FCFA.

Tableau III.5 : Évolution du service de la dette publique (principal et charges), en milliards FCFA

	T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Dette extérieure	14,99	36,59	49,74	17,22	-32,52	-19,37
Principal	11,07	30,87	38,23	12,69	-25,54	-18,18
Charges	3,92	5,72	11,52	4,53	-6,98	-1,19
Dette intérieure	93,90	112,10	106,08	268,24	162,16	156,14
Principal	69,60	70,18	47,34	220,66	173,32	150,47
Charges	24,29	41,91	58,74	47,58	-11,16	5,67
Total service de la dette publique	108,89	148,69	155,82	285,46	129,64	136,77

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, situation d'exécution du paiement de la dette, nos calculs

III.3. Suivi de quelques indicateurs de résultats

Le taux d'exécution des dépenses sur la base des liquidations à fin mars 2023 se situe à 24,5% contre 21,6% à fin mars 2022, soit une amélioration de près de 2,9 points de pourcentage.

En ce qui concerne l'exécution des marchés publics, au premier trimestre 2023, tous les marchés publics ont été conclus dans le délai requis de validité des offres. On note que 9,4% des marchés ont été conclus suivant les procédures exceptionnelles contre 2,0% à fin mars 2022, pour une norme de 15% au maximum. Ce qui a eu pour effet d'augmenter la part des marchés conclus suivant les procédures de droit commun (90,7% à fin mars 2023 contre 85,5% à fin mars 2022).

Tableau III.6 : Évolution de quelques indicateurs de résultats

N° d'ordre	Intitulé des Indicateurs	Cible 2022	A fin mar. 2021	A fin mar. 2022	A fin déc. 2022	A fin mar. 2023
1	Taux d'exécution des dépenses (base liquidation en %)	≥90	23,66	21,58	95,47	24,46
2	Délai moyen entre la liquidation et le paiement (en jours)	47	nd	13	33 jours	5 jours
3	Délai de paiement des dépenses après visa du PG (en jours)	30	nd	3	10 jours	2 jours
4	Pourcentage des marchés publics conclu dans le délai de validité des offres (en %)	>90	100	100	100	100
5	Pourcentage des marchés publics conclus suivant les procédures exceptionnelles (en % du nombre)	<15	13,04	1,96	14,86	9,35
6	Pourcentage des marchés publics conclus suivant les procédures de droit commun (en % du nombre)	≥85	86,96	98,04	85,54	90,65
7	Flux mensuel moyen des chèques impayés (en millions FCFA)	12,00	nd	9,4	12,04	9,93
8	Niveau de consolidation des soldes des comptes bancaires des institutions publiques (en %)	85,00	25,00	13,00	84,00	80,00

Source : Rapports trimestriels du PTA du MEFP

IV. Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat

En matière de contrôle, d'audit et de sauvegarde des intérêts de l'Etat, il est attendu du MEFP, le contrôle, l'audit, la lutte contre la fraude, le faux et la corruption, la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ainsi que la prévention et la gestion du contentieux de l'Etat.

IV.1 Contrôle, audit et lutte contre la fraude, le faux et la corruption

Au premier trimestre 2023, le nombre total de marchés publics approuvés est en baisse de 125 marchés du fait essentiellement de la baisse accentuée du nombre de marchés conclus selon les modes « Demande de prix » et « Entente directe ». Les autres modes de passation étant en hausse.

En glissement annuel, il ressort une hausse de 55 marchés (+107,8%). Cette hausse est constatée sur l'ensemble des modes de passation de marchés excepté la « Demande de prix » qui a connu une baisse (-2 marchés).

Tableau IV.1 : Evolution trimestrielle du nombre de marchés publics approuvés selon le mode de passation

	T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Appels d'offres ouverts	15	36	64	69	5	33
Demandes de prix	5	11	122	9	-113	-2
Demande de propositions	6	3	18	18	0	15
Appels d'offres restreints	4	0	2	5	3	5
Entente directe	4	1	25	5	-20	4
Total	34	51	231	106	-125	55

Source : Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers, BD des marchés publics

La valeur des marchés approuvés au premier trimestre 2023 a augmenté de 75,40 milliards FCFA par rapport à la même période en 2022 pour s'afficher à 77,14 milliards FCFA. Cette hausse des montants est principalement attribuable à celle des « Appels d'offres ouverts » (+73,40,20 milliards FCFA).

Tableau IV.2 : Évolution trimestrielle des marchés publics approuvés⁷ selon le mode de passation (en milliards FCFA)

	T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Appels d'offres ouverts	0,79	1,30	5,50	74,70	69,20	73,40
Demandes de prix	0,13	0,23	1,57	0,24	-1,33	0,00
Demande de propositions	0,29	0,21	0,72	1,48	0,76	1,27
Appels d'offres restreints	0,00	0,00	0,87	0,42	-0,45	0,42
Entente directe	0,47	0,00	2,16	0,31	-1,85	0,31
Total	1,68	1,74	10,81	77,14	66,33	75,40

Source : Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers, BD des marchés publics

⁷ Les données ne prennent pas en compte les demandes de cotations, les consultations de consultants, les ententes directes accordées sur la base de l'arrêté N°2017-077/MINEFID/CAB du 13 mars 2017 portant détermination des prestations spécifiques et procédures applicables et ensemble de ses modificatifs, les contrats approuvés au niveau des EPE, structures régionales, provinciales, les autorités administratives indépendantes, maîtrise d'ouvrage délégué ainsi que les sociétés d'Etat.

Au premier trimestre 2023, il est enregistré une régression du taux d'exécution du plan de contrôle des régies de recettes de 69,9 points de pourcentage par rapport à la même période en 2022.

S'agissant du « nombre de marchés publics de plus de 20 millions FCFA contrôlés », 277 marchés ont fait l'objet de contrôle physique à fin mars, soit une diminution de 97 marchés par rapport à la même période en 2022 à mettre en relation avec la baisse du nombre de marchés publics enregistrés en 2023 comparativement à 2022.

Tableau IV.3 : Evolution de quelques indicateurs relatifs au contrôle et audit

N° d'ordre	Intitulé des Indicateurs	T1_2021	T1_2022	T4_2022	T1_2023
1	Nombre de marchés publics de plus de 20 millions FCFA contrôlés (nombre cumulé)	266	374	126	277
2	Nombre de marchés publics audités	200	229	178	462
3	Pourcentage des comptables publics vérifiés (en %)	60,36	66,28	49,82	59,61
4	Taux d'exécution du plan de contrôle des régies de recettes (en %)	111,66	92,24	52,00	84,93
5	Nombre de missions d'investigation sur saisine réalisées			7	11
6	Nombre de projets, programmes audités			9	10
7	Nombre de Collectivités Territoriales auditées			11	11
8	Nombre d'EPE, de Fonds Nationaux et de Sociétés d'Etat audités			10	15
9	Nombre de cartographies de risques élaborés			2	4

Source : Rapports trimestriels du PTA au 30 mars

IV.2 Prévention et gestion du contentieux de l'Etat

A fin mars 2023, plus de 70,2% des décisions de justice rendues sont favorables à l'Etat. En plus, 65,0% des montants réclamés à l'Etat ont été payés et, dans le cadre du recouvrement des créances contentieuses au profit de l'Etat, un taux d'exécution de plus de 47,0% a été réalisé.

Tableau IV.4 : Quelques indicateurs de sauvegarde des intérêts de l'Etat au cours de l'année 2022 (en %)

N° d'ordre	Intitulé des indicateurs	A fin sept 2022	A fin déc. 2022	A fin mar. 2023
1	Pourcentage des décisions favorables à l'Etat	69,1	71,3	70,2
2	Proportion des audiences assurées (Nombre total des audiences assurées sur le nombre total des audiences programmées et pour lesquelles l'AJE est avisé)	90,0	85,0	92,0
3	Proportion des dossiers d'accidents de la circulation réglés (Nombre de dossiers traités sur nombre de dossiers reçus)	56,5	56,5	53,8
4	Proportion (en montant) des décisions exécutées contre l'Etat (Montant total payé sur montant total réclamé)	88,0	85,0	65,0
5	Proportion des créances contentieuses recouvrées au profit des démembrements de l'Etat (Montant total recouvré sur montant total des créances contentieuses prises en charge)	20,0	60,0	47,0
6	Proportion des sommes recouvrées au profit de l'Etat au titre des condamnations (DI, Frais exposés non compris dans les dépens) (Montant recouvré sur montant total des condamnations définitives au titre de l'année)	0,0	ND	ND
7	Proportion des créances contentieuses recouvrées au profit de l'Etat (montant effectivement recouvré sur montant à recouvrer)	18,0	80,0	118,8
8	Proportion des avis juridiques donnés aux administrations publiques (Nombre des avis donnés sur le nombre de demandes d'avis reçues)	83,6	81,2	80,5

Source : Rapports trimestriels du PTA du MEFP